

LE CONGRÈS SOCIALISTE LES CONGRÈS

M. LUKASIEWICZ, ambassadeur de Pologne à Paris, a continué lundi sa tournée de visites à ses compatriotes du Nord et du Pas-de-Calais

Colombophilie

Après avoir publié hier les 30 premiers prix du concours ministériel sur Tours

DERNIÈRE HEURE

Des carabiniers espagnols tuent, en territoire français, près de Perpignan, un berger et blessent un de ses camarades

Secura. Ce geste fut limité par des représentants de l'American Legion et d'autres associations américaines.

M. William Bullitt prit ensuite congé des personnalités officielles.

Pendant ce temps, un autre service religieux était célébré en l'église catholique Saint-Joseph, avenue Hoche.

Au cimetière américain de Suresnes

L'après-midi, au cimetière américain de Suresnes, l'ambassadeur des Etats-Unis a été accueilli par MM. Champey de Ribes, ministre des anciens combattants et des pensions; Le Provost de Launay, président du Conseil municipal de Paris; le général de Vasselot, représentant M. Guy La Chambre, ministre de l'Air; J. Amiral Oden Hal, représentant M. Campinchi, ministre de la Marine.

Sur la terrasse de la chapelle, une invocation fut dite par le R.P. Cronin.

Après M. Julius R. Snowhill, président du cimetière militaire américain, l'ambassadeur des Etats-Unis a prononcé une allocution.

« Il est naturel et juste, a-t-il dit, de pleurer les jeunes gens qui apportèrent sur leur jeunesse en France, et n'en repartirent pas.

« Leur esprit d'ardent courage survit dans le cœur de leurs compatriotes, et des Français. Aussi longtemps qu'il y aura sur terre de jeunes braves, ils auront des camarades qui se souviendront d'eux. Ils n'ont pas vieillie et leur souvenir restera toujours jeune.

« La ministre des anciens combattants et des pensions a alors déclaré notamment: « Nos morts ne veulent pas que nous les pleurons sans espoir. Nous apprendrons d'eux ce qu'a pour la victoire et ce que peut encore pour la paix, l'union de nos deux pays.

« Le bon sens, qui nous est commun, nous protège des algèbres des idéologies barbares. Nous avons nous, des idéaux de justice et de liberté et le même respect de la personne humaine. La cause ne mourra pas pour laquelle nos soldats sont morts.

« La cérémonie s'est terminée par un défilé de troupes.

Les personnalités se rendirent ensuite dans le parc de Villeneuve-Létang devant le monument élevé à la mémoire des morts glorieux de l'escadrier La Fayette, où une nouvelle cérémonie eut lieu.

Un échange d'amitiés

M. Maurice Paz a suscité un incident violent en déclarant: « M. Vincent Auriol m'a dit que si je parlais avec compétence de l'organisation du Parti communiste, c'est que j'étais sans doute, originaire. Tout le monde ne peut pas être originaire, surtout en matière de finances.

Ces mots soulevèrent de vifs remous. Les amis de M. Vincent Auriol, se dressent pour protester avec véhémence et pour demander à l'orateur de retirer ses paroles.

Mais celui-ci y refuse et l'on échange de propos dénués d'amertume. La salle manifeste ses sens divers, mais la majeure partie du congrès s'élève avec vigueur contre les paroles de M. Maurice Paz.

M. Vincent Auriol lance de sa place: « Je n'ai pas été moi, membre du Comité directeur du parti communiste. »

Puis l'ancien ministre des finances monte à la tribune et déclare que si les attaques dirigées contre sa personne lui sont indifférentes, il ne saurait admettre qu'on mette en cause l'action qu'il a menée au gouvernement, au nom du Parti tout entier.

Le calme étant revenu, M. Maurice Paz propose un vote par mandats.

De nouveau un tumulte s'élève. Une partie de la salle demande le renvoi à la commission des résolutions.

Une discussion de procédure s'engage, le président s'efforce de clarifier et de coordonner les débats.

M. Blumel, de la majorité de la C.A.P., demande le renvoi à la commission des résolutions.

M. Paul Faure réclame, au contraire, un vote immédiat. On va voter sur le renvoi à la commission, mais M. Max Dornoy demande la parole.

La fièvre monte et le tumulte s'accroît.

Un vote qui est un succès pour les amis de M. Paul Faure

« Nous avons fait hier, déclare l'ancien ministre de l'Intérieur, un geste d'amitié. (Exclamations ironiques des partisans de M. Paul Faure). Mais, si, aujourd'hui, vous n'acceptez pas la procédure que nous proposons, vous portez la responsabilité de la situation que vous avez créée. Quant à nous, je vous avertis, nous n'irons pas à la commission des résolutions. »

Le vote sur la question du renvoi à la commission des résolutions de la motion de la Fédération de la Loire a lieu au milieu de la plus grande agitation.

Le renvoi à la commission est repoussé par 4064 contre 2299. Il y a 197 abstentions et 30 absents. Ces résultats sont salués par les applaudissements des amis de M. Paul Faure.

Ce vote peut avoir une importance considérable, car il risque de faire évanouir les maigres possibilités de synthèse qui subsistent jusqu'à présent.

M. Zyromski proteste contre le vote de la Fédération de la Seine, dont tous les mandats ont été bloqués contre le renvoi.

« Dans le camp des Paul Faureistes », on fait remarquer que la Fédération du Nord a agi exactement de la même façon, mais en sens inverse.

On procède ensuite au vote sur le Deux textes sont en présence: la motion de la Loire, à laquelle les amis de M. Léon Blum opposent le texte de la motion votée en 1936 par le congrès de

La Fédération nationale des décorés de la médaille d'honneur du travail, au Havre

Le Havre, 29 mai. — La Fédération nationale des décorés de la médaille d'honneur du travail qui groupe 200 sociétés et 100.000 membres, a tenu son neuvième congrès au Havre, sous la présidence de son président, M. Baillieux, directeur de la municipalité, banquet, fête artistique.

En dehors des séances d'études, diverses manifestations ont eu lieu: dépôt de fleurs au monument de la Victoire, réception par la municipalité, banquet, fête artistique.

Au cours de la dernière séance, un certain nombre de vœux et de propositions ont été adoptés.

La Confédération française des travailleurs chrétiens, à Paris

Paris, 29 mai. — Le congrès de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs chrétiens a poursuivi ses travaux lundi matin, au Centre Marcellin-Berthelot.

M. Maurice Guérin, délégué confédéral, pour le centre de la France, a développé son rapport sur la propagande.

M. Depreux (Seine), insiste sur la nécessité d'une décision claire et sans équivoque touchant l'indépendance du parti.

« Nous ne voulons pas, déclare-t-il, être des bochevistes de deuxième zone. Nous ne consentirons pas à nous laisser staliniser.

« Le mouvement sorti des élections de 1936 a été avili, dégradé par le noyautage du Parti communiste qui s'est efforcé de l'attirer à lui. Le communisme, partout où il a dirigé la classe ouvrière, l'a conduit à la défaite et à la servitude. »

L'orateur estime que, dans ces conditions, le Parti socialiste ne peut accepter la main tendue par les communistes.

M. Cottet (Constantine), adjure MM. Paul Faure et Léon Blum de faire un geste de rapprochement et de conciliation.

M. Albert Sérol, ancien ministre, déclare: « Notre but est de nous opposer à l'extension du fascisme en Europe et jusque dans nos pays.

« Nous devons opposer aux nations totalitaires un barrage suffisamment puissant pour que les dictateurs redoutent de s'y heurter et arrivent à composition. »

L'orateur passe à la politique intérieure. Elle est commandée, selon lui, par les nécessités de la situation internationale.

« Il faut faire, déclare-t-il, sur le plan intérieur, ce que nous devons faire sur le plan international. Nous devons faire des querelles mesquines, et réaliser le grand rassemblement de toutes les forces de liberté. Nos adversaires voudraient que nous nous divisions: il est possible que l'accord ne puisse se réaliser ici, entre nous. Mais, dans ce cas, il faut que la décision prise par le congrès souverain, quelle qu'elle soit, devienne aussitôt la loi indiscutée du Parti. »

Les amis de M. Léon Blum acclament M. Albert Sérol.

M. Jules Moch, comme M. Sérol, estime qu'il faut éviter un risque pour éviter la catastrophe finale. Il s'inquiète, d'autre part, de l'anticommunisme effréné de certains militants.

« Le Parti, dit-il, ne peut accepter d'être l'arme marchande d'une campagne anticommuniste qui se changera vite en campagne antimarxiste. »

« Des Paul Faureistes » l'interrompent à plusieurs reprises. Il est, par contre, longuement applaudi par la majorité de Montrouge.

M. Le Bail exprime le désir de voir intervenir la synthèse.

La séance est ensuite suspendue.

La soirée

A la rouverture du débat, à 22 h. 15, M. Léon Lagrange monte à la tribune: « Alors que nous avons à combattre le fascisme, nous devons faire un grand effort d'union. Le socialisme est un combat. Ce combat, nous avons le devoir de le mener avec toutes nos forces. »

M. Henri Salengro vient soutenir les propositions contenues dans la motion Paul Faure: « La sécurité collective, dit-il, postule le désarmement simultané et contrôlé et des ententes économiques. La politique du barrage à l'agression doit être complétée par un effort adoucteur et lucide de construction de la paix. » (La séance continue).

La Confédération française des professions, à Paris

Vichy, 29 mai. — Le congrès de la Confédération française des professions a adressé au Souverain Pontife le télégramme suivant: « La Confédération française des professions, réunie en congrès national à Vichy, prie le Souverain Pontife de lui adresser l'hommage filial de sa vénération et de sa résolution de suivre plus que jamais les directives sociales de l'Eglise. »

M. Zemanek, président fédéral, a reçu en réponse un télégramme du cardinal Magliana envoyant aux congressistes la bénédiction apostolique.

A l'Union socialiste républicaine

« Quand la sécurité sera établie, c'est le déséquilibre économique de l'Europe qu'il faudra résoudre », estime M. Déat

Angoulême, 29 mai. — La troisième et dernière journée du congrès de l'U.S.R. a été consacrée à la discussion des problèmes de politique extérieure.

M. Déat estime qu'à l'origine du conflit extérieur, il y a un déséquilibre économique profond et que, si, demain, une guerre laissait la coalition franco-anglaise victorieuse, le problème persisterait de l'économie de la France. Le problème exigé et devrait être résolu. Le problème exige deux politiques: à poursuivre en même temps une politique de force et une politique de négociations et de reconstruction.

En ce qui concerne l'accord franco-allemand, l'orateur craint que le parti communiste n'en profite pour agiter dans tous les rangs de l'Etat français.

Le député d'Angoulême déclare que notre pays est diplomatiquement à la remorque du Foreign Office. Il demande que soit établi un barrage occidental contre la guerre. Et ce barrage une fois élevé, une fois rendu indéfectible, il sera nécessaire, dit-il, de reprendre l'idée de M. Roosevelt, et de procéder à la construction économique de l'Europe, dans une remise en circulation des richesses économiques, sans passer par les fourches caudines des monnaies appréciées et des détenteurs de l'impérialisme et du fascisme.

M. Maxence Bibié, député, reprend certains arguments présentés par M. Marcel Déat, mais menace de donner sa démission si le parti s'engage dans la voie indiquée par celui-ci.

La résolution finale qui a été adoptée souhaite le rassemblement des républicains et des socialistes pour une politique également éloignée du bochevisme, de l'impérialisme et du fascisme.

La motion de politique extérieure déclare que tout doit être fait pour que la force française soit portée au maximum, tant dans l'organisation de la technique militaire, que dans la réforme de l'Etat.

Le congrès approuve en outre l'attitude ferme du président du conseil.

La Fédération nationale des décorés de la médaille d'honneur du travail, au Havre

Le Havre, 29 mai. — La Fédération nationale des décorés de la médaille d'honneur du travail qui groupe 200 sociétés et 100.000 membres, a tenu son neuvième congrès au Havre, sous la présidence de son président, M. Baillieux, directeur de la municipalité, banquet, fête artistique.

En dehors des séances d'études, diverses manifestations ont eu lieu: dépôt de fleurs au monument de la Victoire, réception par la municipalité, banquet, fête artistique.

Au cours de la dernière séance, un certain nombre de vœux et de propositions ont été adoptés.

La Confédération française des professions, à Paris

Vichy, 29 mai. — Le congrès de la Confédération française des professions a adressé au Souverain Pontife le télégramme suivant: « La Confédération française des professions, réunie en congrès national à Vichy, prie le Souverain Pontife de lui adresser l'hommage filial de sa vénération et de sa résolution de suivre plus que jamais les directives sociales de l'Eglise. »

M. Zemanek, président fédéral, a reçu en réponse un télégramme du cardinal Magliana envoyant aux congressistes la bénédiction apostolique.

A l'Union socialiste républicaine

« Quand la sécurité sera établie, c'est le déséquilibre économique de l'Europe qu'il faudra résoudre », estime M. Déat

Angoulême, 29 mai. — La troisième et dernière journée du congrès de l'U.S.R. a été consacrée à la discussion des problèmes de politique extérieure.

M. Déat estime qu'à l'origine du conflit extérieur, il y a un déséquilibre économique profond et que, si, demain, une guerre laissait la coalition franco-anglaise victorieuse, le problème persisterait de l'économie de la France. Le problème exigé et devrait être résolu. Le problème exige deux politiques: à poursuivre en même temps une politique de force et une politique de négociations et de reconstruction.

En ce qui concerne l'accord franco-allemand, l'orateur craint que le parti communiste n'en profite pour agiter dans tous les rangs de l'Etat français.

Le député d'Angoulême déclare que notre pays est diplomatiquement à la remorque du Foreign Office. Il demande que soit établi un barrage occidental contre la guerre. Et ce barrage une fois élevé, une fois rendu indéfectible, il sera nécessaire, dit-il, de reprendre l'idée de M. Roosevelt, et de procéder à la construction économique de l'Europe, dans une remise en circulation des richesses économiques, sans passer par les fourches caudines des monnaies appréciées et des détenteurs de l'impérialisme et du fascisme.

M. Maxence Bibié, député, reprend certains arguments présentés par M. Marcel Déat, mais menace de donner sa démission si le parti s'engage dans la voie indiquée par celui-ci.

La résolution finale qui a été adoptée souhaite le rassemblement des républicains et des socialistes pour une politique également éloignée du bochevisme, de l'impérialisme et du fascisme.

La motion de politique extérieure déclare que tout doit être fait pour que la force française soit portée au maximum, tant dans l'organisation de la technique militaire, que dans la réforme de l'Etat.

Le congrès approuve en outre l'attitude ferme du président du conseil.

La Confédération française des professions, à Paris

Vichy, 29 mai. — Le congrès de la Confédération française des professions a adressé au Souverain Pontife le télégramme suivant: « La Confédération française des professions, réunie en congrès national à Vichy, prie le Souverain Pontife de lui adresser l'hommage filial de sa vénération et de sa résolution de suivre plus que jamais les directives sociales de l'Eglise. »

M. Zemanek, président fédéral, a reçu en réponse un télégramme du cardinal Magliana envoyant aux congressistes la bénédiction apostolique.

A l'Union socialiste républicaine

« Quand la sécurité sera établie, c'est le déséquilibre économique de l'Europe qu'il faudra résoudre », estime M. Déat

Angoulême, 29 mai. — La troisième et dernière journée du congrès de l'U.S.R. a été consacrée à la discussion des problèmes de politique extérieure.

M. Déat estime qu'à l'origine du conflit extérieur, il y a un déséquilibre économique profond et que, si, demain, une guerre laissait la coalition franco-anglaise victorieuse, le problème persisterait de l'économie de la France. Le problème exigé et devrait être résolu. Le problème exige deux politiques: à poursuivre en même temps une politique de force et une politique de négociations et de reconstruction.

En ce qui concerne l'accord franco-allemand, l'orateur craint que le parti communiste n'en profite pour agiter dans tous les rangs de l'Etat français.

Le député d'Angoulême déclare que notre pays est diplomatiquement à la remorque du Foreign Office. Il demande que soit établi un barrage occidental contre la guerre. Et ce barrage une fois élevé, une fois rendu indéfectible, il sera nécessaire, dit-il, de reprendre l'idée de M. Roosevelt, et de procéder à la construction économique de l'Europe, dans une remise en circulation des richesses économiques, sans passer par les fourches caudines des monnaies appréciées et des détenteurs de l'impérialisme et du fascisme.

M. Maxence Bibié, député, reprend certains arguments présentés par M. Marcel Déat, mais menace de donner sa démission si le parti s'engage dans la voie indiquée par celui-ci.

La résolution finale qui a été adoptée souhaite le rassemblement des républicains et des socialistes pour une politique également éloignée du bochevisme, de l'impérialisme et du fascisme.

La motion de politique extérieure déclare que tout doit être fait pour que la force française soit portée au maximum, tant dans l'organisation de la technique militaire, que dans la réforme de l'Etat.

Le congrès approuve en outre l'attitude ferme du président du conseil.

La Confédération française des professions, à Paris

Vichy, 29 mai. — Le congrès de la Confédération française des professions a adressé au Souverain Pontife le télégramme suivant: « La Confédération française des professions, réunie en congrès national à Vichy, prie le Souverain Pontife de lui adresser l'hommage filial de sa vénération et de sa résolution de suivre plus que jamais les directives sociales de l'Eglise. »

M. Zemanek, président fédéral, a reçu en réponse un télégramme du cardinal Magliana envoyant aux congressistes la bénédiction apostolique.

A l'Union socialiste républicaine

« Quand la sécurité sera établie, c'est le déséquilibre économique de l'Europe qu'il faudra résoudre », estime M. Déat

Angoulême, 29 mai. — La troisième et dernière journée du congrès de l'U.S.R. a été consacrée à la discussion des problèmes de politique extérieure.

M. Déat estime qu'à l'origine du conflit extérieur, il y a un déséquilibre économique profond et que, si, demain, une guerre laissait la coalition franco-anglaise victorieuse, le problème persisterait de l'économie de la France. Le problème exigé et devrait être résolu. Le problème exige deux politiques: à poursuivre en même temps une politique de force et une politique de négociations et de reconstruction.

En ce qui concerne l'accord franco-allemand, l'orateur craint que le parti communiste n'en profite pour agiter dans tous les rangs de l'Etat français.

Le député d'Angoulême déclare que notre pays est diplomatiquement à la remorque du Foreign Office. Il demande que soit établi un barrage occidental contre la guerre. Et ce barrage une fois élevé, une fois rendu indéfectible, il sera nécessaire, dit-il, de reprendre l'idée de M. Roosevelt, et de procéder à la construction économique de l'Europe, dans une remise en circulation des richesses économiques, sans passer par les fourches caudines des monnaies appréciées et des détenteurs de l'impérialisme et du fascisme.

M. Maxence Bibié, député, reprend certains arguments présentés par M. Marcel Déat, mais menace de donner sa démission si le parti s'engage dans la voie indiquée par celui-ci.

La résolution finale qui a été adoptée souhaite le rassemblement des républicains et des socialistes pour une politique également éloignée du bochevisme, de l'impérialisme et du fascisme.

La motion de politique extérieure déclare que tout doit être fait pour que la force française soit portée au maximum, tant dans l'organisation de la technique militaire, que dans la réforme de l'Etat.

Le congrès approuve en outre l'attitude ferme du président du conseil.

La Confédération française des professions, à Paris

Vichy, 29 mai. — Le congrès de la Confédération française des professions a adressé au Souverain Pontife le télégramme suivant: « La Confédération française des professions, réunie en congrès national à Vichy, prie le Souverain Pontife de lui adresser l'hommage filial de sa vénération et de sa résolution de suivre plus que jamais les directives sociales de l'Eglise. »

M. Zemanek, président fédéral, a reçu en réponse un télégramme du cardinal Magliana envoyant aux congressistes la bénédiction apostolique.

A l'Union socialiste républicaine

« Quand la sécurité sera établie, c'est le déséquilibre économique de l'Europe qu'il faudra résoudre », estime M. Déat

Angoulême, 29 mai. — La troisième et dernière journée du congrès de l'U.S.R. a été consacrée à la discussion des problèmes de politique extérieure.

M. Déat estime qu'à l'origine du conflit extérieur, il y a un déséquilibre économique profond et que, si, demain, une guerre laissait la coalition franco-anglaise victorieuse, le problème persisterait de l'économie de la France. Le problème exigé et devrait être résolu. Le problème exige deux politiques: à poursuivre en même temps une politique de force et une politique de négociations et de reconstruction.

En ce qui concerne l'accord franco-allemand, l'orateur craint que le parti communiste n'en profite pour agiter dans tous les rangs de l'Etat français.

Le député d'Angoulême déclare que notre pays est diplomatiquement à la remorque du Foreign Office. Il demande que soit établi un barrage occidental contre la guerre. Et ce barrage une fois élevé, une fois rendu indéfectible, il sera nécessaire, dit-il, de reprendre l'idée de M. Roosevelt, et de procéder à la construction économique de l'Europe, dans une remise en circulation des richesses économiques, sans passer par les fourches caudines des monnaies appréciées et des détenteurs de l'impérialisme et du fascisme.

M. Maxence Bibié, député, reprend certains arguments présentés par M. Marcel Déat, mais menace de donner sa démission si le parti s'engage dans la voie indiquée par celui-ci.

La résolution finale qui a été adoptée souhaite le rassemblement des républicains et des socialistes pour une politique également éloignée du bochevisme, de l'impérialisme et du fascisme.

La motion de politique extérieure déclare que tout doit être fait pour que la force française soit portée au maximum, tant dans l'organisation de la technique militaire, que dans la réforme de l'Etat.

Le congrès approuve en outre l'attitude ferme du président du conseil.

Le « Baby Clipper » a-t-il sombré dans l'Atlantique?

Le jeune Américain Thomas Smith, qui était parti d'Old Orchard (Maine) pour gagner l'Irlande à bord d'un avion, le « Baby Clipper », propulsé par un simple moteur de 65 C.V. a-t-il sombré dans l'Atlantique?

On n'a depuis son départ, aucune nouvelle du jeune aviateur.

On a bien signalé, lundi soir, un avion ressemblant à celui du jeune Américain en trois endroits différents: à Foyens (Irlande), à Renfrew (Ecosse) et à Speke, aérodrôme de Liverpool.

Trois... c'est trop, il faudrait mieux une seule nouvelle, mais officielle...

CHANGES A L'ETRANGER

New-York. — Sur Paris, 265; sur Londres et Cab. Transf., 46225; sur Bruxelles, 1703.

SURETES. — Cuba: prompts livraisons, 250. — A terme: sur janvier, 190/200; mars, 202/203; juillet, 197/198; septembre, 202/203; novembre, 208. — Ventes: 1.150 tonnes.

Revue du marché de New-York

Voici quelques cours de clôture: Annonces, 25 1/2; Canadian Pacific, 41/8; General Electric, 31 1/2; General Motors, 43 3/8; Radio Corporation, 6 3/8; Standard Oil New-Jersey, 44 3/8; U.S. Steel, 50. Mardi: marché clos.

REVENUE COMMERCIAUX

du lundi 29 mai 1939

COTONS

	New-Orléans	New-York
Disponible	9,52	9,40
1er Juin	9,52	9,27
2er Juin	9,52	9,27
3er Juin	9,52	9,27
4er Juin	9,52	9,27
5er Juin	9,52	9,27
6er Juin	9,52	9,27
7er Juin	9,52	9,27
8er Juin	9,52	9,27
9er Juin	9,52	9,27
10er Juin	9,52	9,27
11er Juin	9,52	9,27
12er Juin	9,52	9,27
13er Juin	9,52	9,27
14er Juin	9,52	9,27
15er Juin	9,52	9,27
16er Juin	9,52	9,27
17er Juin	9,52	9,27
18er Juin	9,52	9,27
19er Juin	9,52	9,27
20er Juin	9,52	9,27
21er Juin	9,52	9,27
22er Juin	9,52	9,27
23er Juin	9,52	9,27
24er Juin	9,52	9,27
25er Juin	9,52	9,27
26er Juin	9,52	9,27
27er Juin	9,52	9,27
28er Juin	9,52	9,27
29er Juin	9,52	9,27
30er Juin	9,52	9,27
1er Juillet	9,52	9,27
2er Juillet	9,52	9,27
3er Juillet	9,52	9,27
4er Juillet	9,52	9,27
5er Juillet	9,52	9,27
6er Juillet	9,52	9,27
7er Juillet	9,52	9,27
8er Juillet	9,52	9,27
9er Juillet	9,52	9,27
10er Juillet	9,52	9,27
11er Juillet	9,52	9,27
12er Juillet	9,52	9,27
13er Juillet	9,52	9,27
14er Juillet	9,52	9,27
15er Juillet	9,52	9,27
16er Juillet	9,52	9,27
17er Juillet	9,52	9,27
18er Juillet	9,52	9,27
19er Juillet	9,52	9,27
20er Juillet	9,52	9,27
21er Juillet	9,52	9,27
22er Juillet	9,52	9,27
23er Juillet	9,52	9,27
24er Juillet	9,52	9,27
25er Juillet	9,52	9,27
26er Juillet	9,52	9,27
27er Juillet	9,52	9,27
28er Juillet	9,52	9,27
29er Juillet	9,52	9,27
30er Juillet	9,52	9,27
1er Août	9,52	9,27
2er Août	9,52	9,27
3er Août	9,52	9,27
4er Août	9,52	9,27
5er Août	9,52	9,27
6er Août	9,52	9,27
7er Août	9,52	9,27
8er Août	9,52	9,27
9er Août	9,52	9,27
10er Août	9,52	9,27
11er Août	9,52	9,27
12er Août	9,52	9,27
13er Août	9,52	9,27
14er Août	9,52	9,27
15er Août	9,52	9,27
16er Août	9,52	9,27
17er Août	9,52	9,27
18er Août	9,52	9,27
19er Août	9,52	9,27
20er Août	9,52	9,27
21er Août	9,52	9,27
22er Août	9,52	9,27
23er Août	9,52	9,27
24er Août	9,52	9,27
25er Août	9,52	9,27
26er Août	9,52	9,27
27er Août	9,52	9,27
28er Août	9,52	9,27
29er Août	9,52	9,27
30er Août	9,52	9,27
1er Septembre	9,52	9,27
2er Septembre	9,52	9,27
3er Septembre	9,52	9,27
4er Septembre	9,52	9,27
5er Septembre	9,52	9,27
6er Septembre	9,52	9,27
7er Septembre	9,52	9,27
8er Septembre	9,52	9,27
9er Septembre	9,52	9,27
10er Septembre	9,52	9,27
11er Septembre	9,52	9,27
12er Septembre	9,52	9,27
13er Septembre	9,52	9,27
14er Septembre	9,52	9,27
15er Septembre	9,52	9,27
16er Septembre	9,52	9,27
17er Septembre	9,52	9,27
18er Septembre	9,52	9,27
19er Septembre	9,52	9,27
20er Septembre	9,52	9,27
21er Septembre		